

Clôture du 17e sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie

La Rwandaise Louise Mushikiwabo, nouvelle SG de l'OIF !

J.O.

Libreville/Gabon

LES travaux du 17e sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont pris fin hier à Erevan en Arménie, en présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en partage l'usage du français. Parmi ces dirigeants, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, et le numéro un français, Emmanuel Macron. Hormis les traditionnelles résolutions et recommandations, la journée d'hier a été marquée par la désignation, par consensus, de la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, comme nouvelle secrétaire générale de l'OIF pour un mandat de quatre ans.

Ainsi, la cinquantaine de dirigeants présents à Erevan ont également adopté différents textes dont "l'Appel francophone sur le vivre ensemble". L'objectif étant de promouvoir les valeurs de la Francophonie qui sont en phase avec celles du Gabon et basées sur la tolérance, la paix, le respect de la diversité culturelle et religieuse.

Par ailleurs, le président Ali Bongo Ondimba et ses pairs se sont félicités de l'adoption de six résolutions importantes, notamment celles portant sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits humains, la paix et la stabilité, et celle relative aux maladies tropicales négligées. Tout comme les chefs d'Etat ont approuvé la déclaration d'Erevan qui se concentre entre autres sur la paix, le renforcement de la sécurité, le développement durable, l'attachement à la gouvernance démocratique et l'égalité des genres.



Photo : D.R.

La nouvelle secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo.



Photo : D.R.

Le chef de l'Etat félicitant le nouveau SG de l'OIF.

Le développement durable, l'attachement à la gouvernance démocratique et l'égalité des genres.

La nomination de Louise Mushikiwabo ne faisait plus aucun doute depuis que son adversaire, la sor-

tante canadienne Michaëlle Jean, avait perdu ses deux plus importants soutiens : le Canada et le Québec,

contraints de renoncer face à la multiplication des pays se ralliant au Rwanda. D'ailleurs, le Premier mi-

nistre canadien, Justin Trudeau a perçu cette « victoire » comme « le reflet de l'importance de l'Afrique pour la Francophonie », et non « un camouflet » pour sa compatriote. Même son de cloche chez le chef du gouvernement élu du Québec, François Legault qui a considéré que : « Il y a eu un consensus ».

En outre, l'intronisation de Mme Mushikiwabo consacre le « retour » de l'Afrique à la tête de l'OIF, qui avait toujours été dirigée par des Africains avant Mme Jean, et sa consécration en tant que locomotive de la Francophonie. Et en vertu de son explosion démographique, l'Afrique, continent sur lequel se trouvent 27 des 54 membres de l'OIF ayant droit de vote, représentera 85% des francophones en 2050, sur un total de 700 millions, contre 274 aujourd'hui.

Dans la foulée, la promue a promis de « donner de l'importance au français dans un monde de plus en plus multilingue. Le français a toute sa place à côté d'autres langues ».

A noter que, selon plusieurs observateurs, la victoire du Rwanda, pays plurilingue, consacre par ailleurs la stratégie inclusive d'Emmanuel Macron, qui entend défendre le français sans l'opposer aux autres langues. Le « combat fondamental pour notre langue est un combat pour le plurilinguisme », a-t-il répété dans son discours au sommet jeudi dernier.

Au final, les chefs d'Etat ont approuvé la Déclaration d'Erevan qui se concentre entre autres sur la paix, le renforcement de la sécurité, le développement durable, l'attachement à la gouvernance démocratique et l'égalité des genres.

En marge du sommet

Entretien entre Ali Bongo et Emmanuel Macron

J.O.

Libreville/Gabon

EN marge de sa participation au 17e sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), le président de la République, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu, hier, dans la capitale arménienne, avec son homologue français, Emmanuel Macron.

Un tête-à-tête qui a permis au chef de l'Etat et son hôte de faire notamment le point des objectifs attendus lors de cette rencontre. « Nous allons avoir une élection et certainement un nouveau secrétaire général. Nous, africains, soutenons la candidate rwandaise parce que nous pensons qu'elle est compétente. Nous voulons avoir une gouvernance qui soit transparente et surtout faire avancer tous les sujets de l'heure. Et nous voulons surtout voir notre institution jouer un rôle beaucoup plus important », a déclaré le numéro un gabonais à l'issue de l'entrevue.

Par ailleurs, les présidents Ali Bongo Ondimba et Emmanuel Macron ont discuté des sujets d'intérêt commun, ainsi que de la situation politique et économique au Gabon.

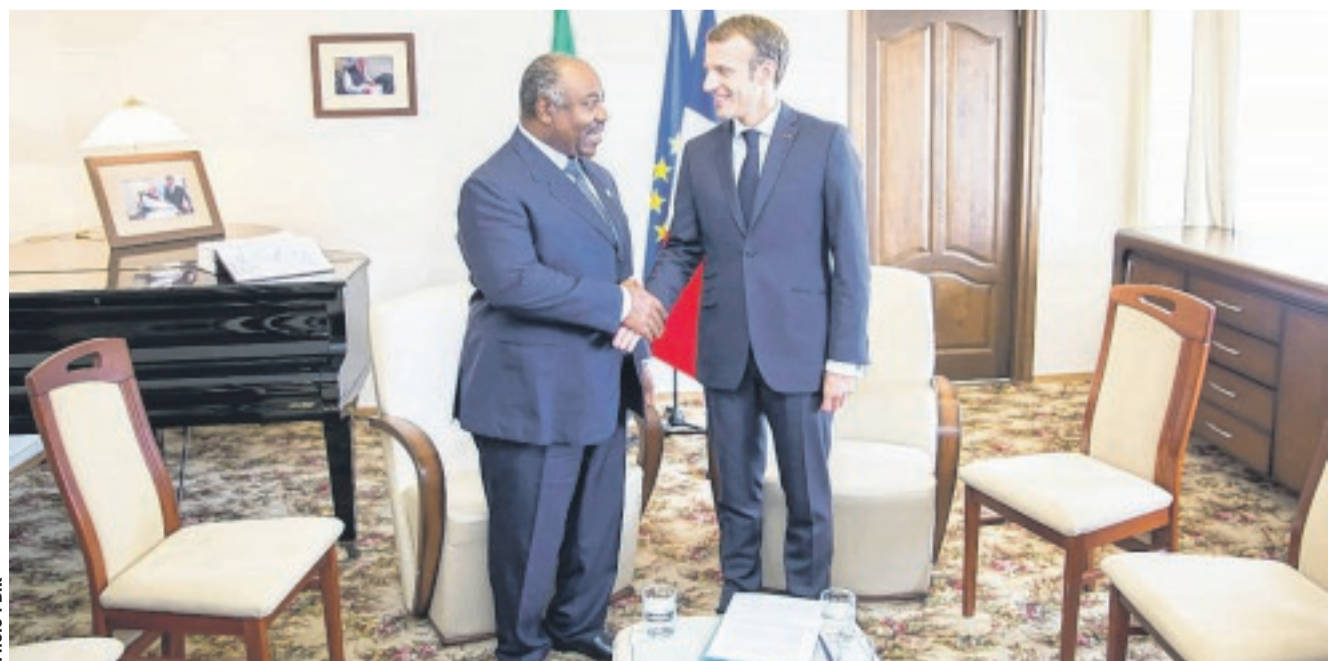


Photo : D.R.

Poignée de main entre les deux présidents.